

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/002612]

10 JANVIER 2024. — Décret mettant partiellement en œuvre le Règlement (UE) 2020/1055 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 modifiant les Règlements (CE) n° 1071/2009, (CE) n° 1072/2009 et (UE) n° 1024/2012 en vue de les adapter aux évolutions du secteur du transport par route et transposant partiellement la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent décret met en œuvre partiellement le Règlement (UE) 2020/1055 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 modifiant les Règlements (CE) n° 1071/2009, (CE) n° 1072/2009 et (UE) n° 1024/2012 en vue de les adapter aux évolutions du secteur du transport par route.

Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route*

Art. 2. A l'article 3, alinéa 2, de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du

Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route, les mots « et dont la masse maximale autorisée n'excède pas deux-mille-cinq-cents kilogrammes » sont ajoutés.

Art. 3. A l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « et dont la masse maximale autorisée n'excède pas deux-mille-cinq-cents kilogrammes »;

2° l'alinéa 3 est complété par les mots « et dont la masse maximale autorisée n'excède pas deux-mille-cinq-cents kilogrammes ».

Art. 4. L'article 7 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice des obligations prévues à l'alinéa 1^{er}, la société établie en Région wallonne dispose proportionnellement à la taille de son activité :

1° soit, dans ses locaux, d'un personnel administratif dûment qualifié ou que le gestionnaire de transport puisse être joint pendant les heures normales de bureau;

2° soit, d'une infrastructure d'exploitation, autre que l'équipement technique visé à l'article 5, 1, f), du Règlement (CE) n° 1071/2009, sur le territoire de la Région wallonne, notamment un bureau ouvert pendant les heures normales d'activité. ».

Art. 5. A l'article 8, § 1^{er}, 4°, i), de la même loi, la modification suivante est apportée : le point est remplacé par un point-virgule.

Art. 6. Dans l'article 8 de la même loi, le paragraphe 1^{er}, 4°, est complété par les j), k) et l) rédigés comme suit :

« j) le détachement de travailleurs dans le secteur du transport par route;

k) la législation applicable aux obligations contractuelles;

l) le cabotage. ».

Art. 7. Dans l'article 8 de la même loi, le paragraphe 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. Si un gestionnaire de transport perd son honorabilité conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 1071/2009, le Gouvernement le déclare inapte à gérer les activités de transport d'une entreprise.

Le Gouvernement peut réhabiliter le gestionnaire de transport au plus tôt un an après la date de la perte de l'honorabilité et, en tout état de cause, pas avant que le gestionnaire de transport ne démontre avoir réussi un examen sur les matières énumérées à l'annexe I, I, du Règlement (CE) n° 1071/2009. ».

Art. 8. L'article 14 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. L'entreprise satisfait à la condition de capacité financière énoncée à l'article 7 du Règlement (CE) n° 1071/2009 si elle démontre, en fonction du nombre de véhicules à moteur pour lesquels des copies certifiées conformes d'une licence de transport national ou communautaire ont été sollicitées ou délivrées, qu'elle a constitué un cautionnement solidaire d'au moins :

1° 9 000 euros pour le premier véhicule à moteur utilisé;

2° 5 000 euros pour chaque véhicule à moteur supplémentaire ou ensemble de véhicules utilisés. ».

Art. 9. Dans l'article 32 de la même loi, le paragraphe 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° aux agents du Service public de Wallonie qui appartiennent au service compétent pour le transport par route. ».

Art. 10. A l'article 33, § 4, 2°, b), de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le b.1 est remplacé par ce qui suit :

« b.1. L'original du contrat de location ou de location-financement, ou un extrait certifié de ce contrat, en format papier ou en format électronique, contenant le nom du loueur, le nom du locataire, la date du contrat, la durée du contrat, et l'identification du véhicule; »;

2° dans le b.2, le premier tiret est complété par la phrase suivante :

« Le conducteur peut présenter ces documents en format papier ou en format électronique; ».

Art. 11. Dans l'article 41, § 3, 5°, de la même loi, les mots « paragraphes 2 et 3 » sont remplacés par les mots « paragraphes 2, 2bis et 3 ».

Art. 12. Dans l'article 55 de la même loi, à l'alinéa 1^{er}, les mots « et dont la masse maximale autorisée n'excède pas deux-mille-cinq-cents kilogrammes » sont insérés entre les mots « cinq cents kg » et les mots « jusqu'à une date à déterminer par le Roi ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006*

Art. 13. A l'article 2 de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2°, les mots « , à l'exclusion du transport visé à l'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » sont abrogés;

b) dans le 3°, les mots « , à l'exclusion du transport visé à l'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. » sont remplacés par les mots « à caractère occasionnel en ce qui concerne l'accès au marché conformément aux articles 5 et 6; »;

c) l'article est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

« 4° les services réguliers non transfrontaliers en ce qui concerne l'accès à la profession;

5° les services réguliers spécialisés non transfrontaliers en ce qui concerne l'accès à la profession. ».

Art. 14. Dans l'article 4 de la même loi, les mots « l'article 2, 1° et 2° » sont remplacés par les mots « l'article 2, 1°, 2°, 4° et 5° ».

Art. 15. Dans l'article 5 de la même loi, les mots « à caractère occasionnel » sont insérés entre les mots « compte propre » et les mots « n'est autorisé ».

Art. 16. Dans l'article 6 de la même loi, les mots « l'article 2 » sont remplacés par les mots « l'article 2, 1° à 3°, ».

Art. 17. L'article 10 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice des obligations prévues à l'alinéa 1^{er}, la société établie en Région wallonne dispose proportionnellement à la taille de son activité :

1° soit, dans ses locaux, d'un personnel administratif dûment qualifié ou que le gestionnaire de transport puisse être joint pendant les heures normales de bureau;

2° soit, d'une infrastructure d'exploitation, autre que l'équipement technique visé à l'article 5, 1, f), du Règlement n° 1071/2009, sur le territoire de la Région wallonne, notamment un bureau ouvert pendant les heures normales d'activité. ».

Art. 18. A l'article 11, § 1^{er}, 4°, g), de la même loi, la modification suivante est apportée : le point est remplacé par un point-virgule.

Art. 19. Dans l'article 8 de la même loi, le paragraphe 1^{er}, 4°, est complété par les h), i) et j) rédigés comme suit :

« h) le détachement de travailleurs dans le secteur du transport par route;

i) la législation applicable aux obligations contractuelles;

j) le cabotage. ».

Art. 20. Dans l'article 11 de la même loi, le paragraphe 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. Si un gestionnaire de transport perd son honorabilité conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 1071/2009, le Gouvernement le déclare inapte à gérer les activités de transport d'une entreprise.

Le Gouvernement peut réhabiliter le gestionnaire de transport au plus tôt un an après la date de la perte de l'honorabilité et, en tout état de cause, pas avant que le gestionnaire de transport n'ait démontré qu'il a réussi un examen sur les matières énumérées à l'annexe I, partie I, du Règlement (CE) n° 1071/2009. ».

Art. 21. L'article 17 de la même loi, modifié par le décret du 28 janvier 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. L'entreprise satisfait à la condition de capacité financière visée à l'article 7 du Règlement (CE) n° 1071/2009 si elle démontre, en fonction du nombre de véhicules à moteur pour lesquels des copies certifiées conformes de la licence communautaire ont été demandées ou délivrées, qu'elle dispose sur base d'un cautionnement solidaire ou sur base de capitaux et réserves, éventuellement complétés par un cautionnement solidaire, d'un total d'au moins :

1° 9 000 euros pour le premier véhicule utilisé;

2° 5 000 euros pour chaque véhicule supplémentaire utilisé.

Les capitaux et réserves visés à l'alinéa 1^{er} sont attestés sur la base des comptes annuels certifiés par un auditeur ou une personne dûment accréditée. ».

Art. 22. Dans l'article 22 de la même loi, le paragraphe 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° aux agents du Service public de Wallonie qui appartiennent au service compétent pour le transport par route. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés est abrogé.

Art. 24. Les autorisations, accordées conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteurs de personnes par route pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés, sont considérées comme des licences communautaires au sens de l'article 4 de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006, pour la durée restante jusqu'à leur date d'échéance.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 janvier 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement wallon, 1539 (2023-2024) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 janvier 2024.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/002612]

10. JANUAR 2024 — Dekret zur teilweisen Umsetzung der Verordnung (EU) 2020/1055 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Juli 2020 zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1071/2009, (EG) Nr. 1072/2009 und (EU) Nr. 1024/2012 im Hinblick auf ihre Anpassung an die Entwicklungen im Kraftverkehrssektor sowie zur teilweisen Umsetzung der Richtlinie (EU) 2022/738 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. April 2022 zur Änderung der Richtlinie 2006/1/EG über die Verwendung von ohne Fahrer gemieteten Fahrzeugen im Güterkraftverkehr (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Einleitende Bestimmung*

Artikel 1 - Mit dem vorliegenden Dekret wird die Verordnung (EU) 2020/1055 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Juli 2020 zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1071/2009, (EG) Nr. 1072/2009 und (EU) Nr. 1024/2012 im Hinblick auf ihre Anpassung an die Entwicklungen im Kraftverkehrssektor teilweise umgesetzt.

Mit dem vorliegenden Dekret wird die Richtlinie (EU) 2022/738 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. April 2022 zur Änderung der Richtlinie 2006/1/EG über die Verwendung von ohne Fahrer gemieteten Fahrzeugen im Güterkraftverkehr teilweise umgesetzt.

KAPITEL 2 — *Änderungen des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Güterkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum Markt des grenzüberschreitenden Güterkraftverkehrs*

Art. 2 - In Artikel 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Güterkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des

Rates und zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum Markt des grenzüberschreitenden Güterkraftverkehrs wird die Wortfolge "und deren zulässige Höchstmasse nicht mehr als zweitausendfünfhundert Kilogramm beträgt" hinzugefügt.

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird nach der Wortfolge "nicht übersteigt" die Wortfolge "und deren zulässige Höchstmasse nicht mehr als zweitausendfünfhundert Kilogramm beträgt" eingefügt;

2° in Absatz 3 wird nach der Wortfolge "nicht übersteigt" die Wortfolge "und deren zulässige Höchstmasse nicht mehr als zweitausendfünfhundert Kilogramm beträgt" eingefügt.

Art. 4 - Artikel 7 desselben Gesetzes wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unbeschadet der in Absatz 1 vorgesehenen Verpflichtungen verfügt das in der Wallonischen Region niedergelassene Unternehmen proportional zum Umfang ihrer Geschäftstätigkeit:

1° entweder in seinen Räumlichkeiten über entsprechend qualifiziertes Verwaltungspersonal oder der Verkehrsleiter ist während der üblichen Geschäftszeiten erreichbar;

2° oder über eine betriebliche Infrastruktur, mit Ausnahme der in Artikel 5, 1, f) der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 genannten technischen Ausrüstung, auf dem Gebiet der Wallonischen Region, insbesondere über ein Büro, das während der üblichen Geschäftszeiten geöffnet ist. "

Art. 5 - In der französischen Fassung von Artikel 8 § 1 Ziffer 4 Buchstabe i) desselben Gesetzes wird folgende Änderung vorgenommen: Der Punkt wird durch ein Semikolon ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Gesetzes wird § 1 Ziffer 4 durch die Buchstaben j), k) und l) ergänzt, die wie folgt lauten:

"j) die Entsendung von Arbeitnehmern im Straßenverkehrssektor;

k) das auf vertragliche Verpflichtungen anwendbare Recht;

l) die Kabotage. "

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Gesetzes wird Paragraph 9 durch das Folgende ersetzt:

"§ 9. Wenn ein Verkehrsleiter seine Zuverlässigkeit gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 verliert, erklärt die Regierung ihn für ungeeignet, die Verkehrsaktivitäten eines Unternehmens zu leiten.

Die Regierung kann den Verkehrsleiter frühestens ein Jahr nach dem Datum des Verlustes der Zuverlässigkeit rehabilitieren und auf keinen Fall, bevor der Verkehrsleiter nachgewiesen hat, dass er eine Prüfung über die in Anhang I, I der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 aufgeführten Fächer bestanden hat. "

Art. 8 - Artikel 14 desselben Gesetzes wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 14 - Das Unternehmen erfüllt die Voraussetzung der finanziellen Leistungsfähigkeit gemäß Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009, wenn es entsprechend der Anzahl der Kraftfahrzeuge, für die beglaubigte Abschriften von nationalen Lizenzen oder von Gemeinschaftslizenzen angefragt oder ausgestellt worden sind, die Leistung einer Solidarbürgschaft nachweist in Höhe von wenigstens:

1° 9.000 Euro für das erste genutzte Kraftfahrzeug;

2° 5.000 Euro für jedes weitere genutzte Kraftfahrzeug oder jede weitere Fahrzeugkombination. "

Art. 9 - In Artikel 32/1 desselben Gesetzes wird Paragraph 1 um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:
"4° den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die der für den Straßentransport zuständigen Dienststelle angehören. "

Art. 10 - In Artikel 33 § 4 Ziffer 2 Buchstabe 4 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:
1° b.1 wird durch Folgendes ersetzt:

"b.1. das Original des Miet- oder Leasingvertrags oder einen beglaubigten Auszug daraus in Papierform oder in elektronischer Form, der den Namen des Vermieters, den Namen des Mieters, das Vertragsdatum, die Vertragsdauer und die Fahrzeugidentifikation enthält;"

2° in b.2 wird der erste Gedankenstrich um folgenden Satz ergänzt:

"Der Fahrer kann diese Dokumente in Papierform oder in elektronischer Form vorlegen;"

Art. 11 - In Artikel 41 § 3 Ziffer 5 desselben Gesetzes wird die Wortfolge "Absatz 2 und 3" durch die Wortfolge "Absatz 2, 2bis und 3" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 55 desselben Gesetzes wird in Absatz 1 die Wortfolge "500 kg nicht übersteigt" durch die Wortfolge "500 kg und deren zulässige Höchstmasse zweitausendfünfhundert Kilogramm nicht übersteigt" ersetzt.

KAPITEL 3 — *Änderungen des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Personenkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006*

Art. 13 - Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Personenkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 2 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme des in Artikel 6 § 1 römisch X Abs. 1 Nr. 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Verkehrs" aufgehoben;

b) in Ziffer 3 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme des in Artikel 6 § 1 römisch X Abs. 1 Nr. 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Verkehrs" durch die Wortfolge ", der gelegentlich in Bezug auf den Marktzugang gemäß den Artikeln 5 und 6 erfolgt;" ersetzt;

c) 2° Dieser Artikel wird durch die Ziffern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° die nicht-grenzüberschreitende Liniendienste in Bezug auf den Zugang zum Beruf;

"5° die Sonderformen der nicht-grenzüberschreitenden Liniendienste in Bezug auf den Zugang zum Beruf. "

Art. 14 - In Artikel 4 desselben Gesetzes wird die Wortfolge "Artikel 2 Nr. 1 und 2" durch die Wortfolge "Artikel 2 Nr. 1, 2, 4 und 5" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 5 desselben Gesetzes wird das Wort "nationale Werkverkehr" durch die Wortfolge "gelegentliche nationale Werkverkehr" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 6 desselben Gesetzes wird die Wortfolge "Artikel 2" durch die Wortfolge "Artikel 2, Nr. 1 bis 3" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 10 desselben Gesetzes wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unbeschadet der in Absatz 1 vorgesehenen Verpflichtungen verfügt die in der Wallonischen Region niedergelassene Gesellschaft proportional zum Umfang ihrer Geschäftstätigkeit:

1° entweder in seinen Räumlichkeiten über entsprechend qualifiziertes Verwaltungspersonal oder der Verkehrsleiter ist während der üblichen Geschäftszeiten erreichbar;

2° oder über eine betriebliche Infrastruktur, mit Ausnahme der in Artikel 5, 1, f) der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 genannten technischen Ausrüstung, auf dem Gebiet der Wallonischen Region, insbesondere über ein Büro, das während der üblichen Geschäftszeiten geöffnet ist. "

Art. 18 - In der französischen Fassung von Artikel 11 § 1 Ziffer 4 Buchstabe i) desselben Gesetzes wird folgende Änderung vorgenommen: Der Punkt wird durch ein Semikolon ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 8 desselben Gesetzes wird § 1 Ziffer 4 durch die Buchstaben j), k) und l) ergänzt, die wie folgt lauten:

"h) die Entsendung von Arbeitnehmern im Straßenverkehrssektor;

i) das auf vertragliche Verpflichtungen anwendbare Recht;

j) die Kobotage. "

Art. 20 - In Artikel 11 desselben Gesetzes wird Paragraph 9 durch das Folgende ersetzt:

"§ 9. Wenn ein Verkehrsleiter seine Zuverlässigkeit gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 verliert, erklärt die Regierung ihn für ungeeignet, die Verkehrsaktivitäten eines Unternehmens zu leiten.

Die Regierung kann den Verkehrsleiter frühestens ein Jahr nach dem Datum des Verlustes der Zuverlässigkeit rehabilitieren und auf keinen Fall, bevor der Verkehrsleiter nachgewiesen hat, dass er eine Prüfung über die in Anhang I, Teil I der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 aufgeführten Fächer bestanden hat. "

Art. 21 - Artikel 17 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret vom 28. Januar 2021, wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. 17 - Das Unternehmen erfüllt die Voraussetzung der finanziellen Leistungsfähigkeit gemäß Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009, wenn es entsprechend der Anzahl der Kraftfahrzeuge, für die beglaubigte Abschriften von nationalen Lizenzen oder von Gemeinschaftslizenzen angefragt oder ausgestellt worden sind, nachweist, dass es aufgrund einer Solidarbürgschaft oder aufgrund von Kapital und Rücklagen, die gegebenenfalls durch eine Solidarbürgschaft ergänzt werden, über einen Gesamtbetrag verfügt von mindestens:

1° 9.000 Euro für das erste genutzte Kraftfahrzeug;

2° 5.000 Euro für jedes weitere genutzte Fahrzeug.

Das Kapital und die Rücklagen, die in Absatz 1 genannt werden, werden auf der Grundlage des Jahresabschlusses bescheinigt, der von einem Wirtschaftsprüfer oder einer ordnungsgemäß akkreditierten Person bestätigt wurde.”.

Art. 22 - In Artikel 22/1 desselben Gesetzes wird Paragraph 1 um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die der für den Straßentransport zuständigen Dienststelle angehören.”.

KAPITEL 4 — *Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs wird aufgehoben.

Art. 24 - Die gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs erteilten Genehmigungen gelten für die verbleibende Zeit bis zu ihrem Ablaufdatum als Gemeinschaftslizenzen im Sinne von Artikel 4 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Personenkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Januar 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1539 (2023-2024) Nrn. 1 bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Januar 2024
Diskussion
Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/002612]

10 JANUARI 2024. — Decreet tot gedeeltelijke uitvoering van Verordening (EU) 2020/1055 van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2020 houdende wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1071/2009, (EG) nr. 1072/2009 en (EU) nr. 1024/2012 teneinde ze aan te passen aan ontwikkelingen in de wegvervoersector en tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2022/738 van het Europees Parlement en de Raad van 6 april 2022 tot wijziging van Richtlijn 2006/1/EG betreffende het gebruik van gehuurde voertuigen zonder bestuurder voor het vervoer van goederen over de weg (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit decreet strekt tot gedeeltelijke uitvoering van Verordening (EU) 2020/1055 van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2020 houdende wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1071/2009, (EG) nr. 1072/2009 en (EU) nr. 1024/2012 teneinde ze aan te passen aan ontwikkelingen in de wegvervoersector.

Dit decreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2022/738 van het Europees Parlement en de Raad van 6 april 2022 tot wijziging van Richtlijn 2006/1/EG betreffende het gebruik van gehuurde voertuigen zonder bestuurder voor het vervoer van goederen over de weg.

HOOFDSTUK 2 — *Wijzigingen in de wet van 15 juli 2013 betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg*

Art. 2. In artikel 3, tweede lid van de wet van 15 juli 2013 betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van

de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg worden de woorden "en waarvan de maximaal toegelaten massa niet meer dan tweeduizend vijfhonderd kilogram bedraagt" toegevoegd.

Art. 3. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en waarvan de maximaal toegelaten massa niet meer dan tweeduizend vijfhonderd kilogram bedraagt";

2° het derde lid wordt aangevuld met de woorden "en waarvan de maximaal toegelaten massa niet meer dan tweeduizend vijfhonderd kilogram bedraagt".

Art. 4. Artikel 7 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Onverminderd de verplichtingen bepaald in lid 1, beschikt de onderneming gevestigd in het Waals Gewest, in verhouding tot de omvang van haar activiteiten:

1° hetzij, in haar lokalen, over voldoende gekwalificeerd administratief personeel of de vervoersmanager moet tijdens de normale kantooruren bereikbaar zijn;

2° hetzij, op het grondgebied van het Waalse Gewest, over een andere exploitatie- infrastructuur dan de technische uitrusting bedoeld in artikel 5, 1, f), van Verordening (EG) nr. 1071/2009, met name een kantoor dat tijdens de normale kantooruren geopend is. "

Art. 5. In artikel 8, § 1, 4°, i), van dezelfde wet wordt de volgende wijziging aangebracht: de punt wordt vervangen door een puntkomma.

Art. 6. In artikel 8 van dezelfde wet wordt paragraaf 1, 4°, aangevuld met de punten j), k) en l), luidende als volgt:

"j) de detachering van werknemers in de wegvervoersector;

k) de wetgeving die van toepassing is op contractuele verplichtingen;

l) cabotage. "

Art. 7. In artikel 8 van dezelfde wet wordt paragraaf 9 vervangen als volgt:

"§ 9. Als een vervoersmanager zijn betrouwbaarheid verliest in overeenstemming met artikel 6 van Verordening (EG) nr. 1071/2009, zal de Regering hem ongeschikt verklaren om de leiding te hebben over de vervoersactiviteiten van een onderneming.

De Regering mag de vervoersmanager niet eerder rehabiliteren dan één jaar na de datum waarop de betrouwbaarheid van de vervoersmanager is verloren en in geen geval voordat de vervoersmanager heeft aangevoond dat hij geslaagd is voor een examen over de in bijlage I, deel I, van Verordening (EG) nr. 1071/2009 genoemde onderwerpen. "

Art. 8. Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 14. De onderneming voldoet aan de voorwaarde van financiële draagkracht, vermeld in artikel 7 van verordening (EG) nr. 1071/2009, als ze aantoonst dat ze op basis van het aantal motorvoertuigen waarvoor gewaarmerkte afschriften van een vergunning voor nationale of communautaire vervoer zijn aangevraagd of afgegeven, een hoofdelijke borgtocht heeft gesteld voor ten minste:

1° 9000 euro voor het eerste motorvoertuig dat wordt gebruikt;

2° 5000 euro voor elk extra motorvoertuig of samenstel van voertuigen dat wordt gebruikt. "

Art. 9. In artikel 32 van dezelfde wet wordt paragraaf 1 aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst die behoren tot de dienst die verantwoordelijk is voor het wegvervoer."

Art. 10. In artikel 33, § 4, 2°, *b*), van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt b.1 wordt vervangen als volgt:

"b.1. het origineel van de overeenkomst inzake huur of financieringshuur, of een voor eensluidend gewaarmerkt uittreksel daaruit, op papier of in elektronisch formaat, met de naam van de verhuurder, de naam van de huurder, de datum van de overeenkomst, de looptijd van de overeenkomst en de identificatie van het voertuig;"

2° in punt b.2, wordt het eerste streepje aangevuld met volgende zin:

"De bestuurder kan deze documenten op papier of in elektronische vorm presenteren;"

Art. 11. In artikel 41, § 3, 5°, van dezelfde wet worden de woorden "lid 2 en 3" vervangen door de woorden "lid 2, *bis* en 3".

Art. 12. In artikel 55 van dezelfde wet worden in het eerste lid de woorden "en waarvan de maximaal toegelaten massa niet meer bedraagt dan tweeduizend vijfhonderd kilogram" toegevoegd na de woorden "niet meer dan vijfhonderd kg bedraagt".

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006

Art. 13. In artikel 2 van de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden " met uitzondering van het vervoer bedoeld in artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen." opgeheven;

b) in 3° worden de woorden " met uitzondering van het vervoer bedoeld in artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen." vervangen door de woorden "van incidentele aard wat de toegang tot de markt overeenkomstig de artikelen 5 en 6 betreft;"

c) het artikel wordt aangevuld met de punten 4° en 5°, luidend als volgt:

"4° regelmatige niet-grensoverschrijdende diensten wat de toegang tot het beroep betreft;

"5° gespecialiseerde regelmatige niet-grensoverschrijdende diensten wat de toegang tot het beroep betreft;"

Art. 14. In artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 2, 1° en 2°" vervangen door de woorden "artikel 2, 1°, 2°, 4° en 5°".

Art. 15. In artikel 5 van dezelfde wet wordt het woord "occasioneel" ingevoegd tussen "Elk nationaal" en de woorden "vervoer voor eigen rekening is slechts".

Art. 16. In artikel 6 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 2" vervangen door de woorden "artikel 2, 1° tot 3°".

Art. 17. Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Onverminderd de verplichtingen bepaald in lid 1, beschikt de onderneming gevestigd in het Waals Gewest, in verhouding tot de omvang van haar activiteiten:

1° hetzij, in haar lokalen, over voldoende gekwalificeerd administratief personeel of de vervoersmanager moet tijdens de normale kantooruren bereikbaar zijn;

2° hetzij, op het grondgebied van het Waalse Gewest, over een andere exploitatie- infrastructuur dan de technische uitrusting bedoeld in artikel 5, 1, *f*), van Verordening (EG) nr. 1071/2009, met name een kantoor dat tijdens de normale kantooruren geopend is."

Art. 18. In artikel 11, § 1, 4°, *g*), van dezelfde wet wordt de volgende wijziging aangebracht: de punt wordt vervangen door een puntkomma.

Art. 19. In artikel 8 van dezelfde wet wordt paragraaf 1, 4°, aangevuld met de punten *h*), *i*) en *j*), luidend als volgt:

"*h*) de detachering van werknemers in het wegvervoer;

i) de wetgeving die van toepassing is op contractuele verplichtingen;

j) cabotage."

Art. 20. In artikel 11 van dezelfde wet wordt paragraaf 9 vervangen als volgt:

"§ 9. Als een vervoersmanager zijn betrouwbaarheid verliest in overeenstemming met artikel 6 van Verordening (EG) nr. 1071/2009, zal de Regering hem ongeschikt verklaren om de leiding te hebben over de vervoersactiviteiten van een onderneming.

De Regering mag de vervoersmanager niet eerder rehabiliteren dan één jaar na de datum waarop de betrouwbaarheid van de vervoersmanager is verloren en in geen geval voordat de vervoersmanager heeft aangetoond dat hij geslaagd is voor een examen over de in bijlage I, deel I, van Verordening (EG) nr. 1071/2009 genoemde onderwerpen."

Art. 21. Artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 28 januari 2021, wordt vervangen als volgt:

"Art. 17. De onderneming voldoet aan de voorwaarde van financiële draagkracht, vermeld in artikel 7 van Verordening (EG) nr. 1071/2009, indien ze op grond van het aantal motorvoertuigen waarvoor gewaarmerkte afschriften van de communautaire vergunning zijn aangevraagd of afgegeven, aantoonde dat zij op basis van een hoofdelijke borgtocht of op basis van eigen vermogen, eventueel aangevuld met een hoofdelijke borgtocht, beschikt over een totaal van ten minste:

1° 9000 euro voor het eerste motorvoertuig dat wordt gebruikt;

2° 5000 euro voor elk extra voertuig dat wordt gebruikt.

Het kapitaal en de reserves bedoeld in lid 1 worden aangetoond aan de hand van de door een auditeur of een daartoe bevoegd persoon gecertificeerde jaarrekeningen. "

Art. 22. In artikel 22 van dezelfde wet wordt paragraaf 1 aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst die behoren tot de dienst die verantwoordelijk is voor het wegvervoer. "

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten wordt opgeheven.

Art. 24. De vergunningen die zijn verleend overeenkomstig artikel 5, § 4, van et besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten worden beschouwd als communautaire vergunningen in de zin van artikel 4 van de wet van 15 juli 2013 betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006, voor de resterende periode tot hun vervaldatum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 januari 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Waals Parlement, 1539 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 10 januari 2024.

Bespreking.

Stemming.